NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE

Distr.
GENERALE

A/C.5/36/75/Add.13
4 décembre 1981
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-sixième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 99 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1980-1981

Exécution du budget-programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1980-1981

Rapport du Secrétaire général

Additif

Chapitre 13. Commission économique pour l'Afrique

81-34584

CHAPITRE 13. **COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Tableau 13.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Montant révisé du crédit ouvert pour 1980-1981	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total du montant révisé
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Autres changements	Total	
29 701,3	799,7	-	-	(854,0)	(54,3)	29 647,0

2) Fonds extra-budgétaires

Dépenses précédemment prévues pour 1980-1981	Origine des fonds	Montant révisé
	a) Appui fonctionnel et appui administratif	
933,0	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	927,0
657,0	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP)	653,0
135,0	Sources bilatérales	65,1
66,0	Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	303,2
-	Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	205,2
101,0	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	56,4
1 194,2	Remboursement de l'appui aux activités de coopération technique	1 065,0
3 086,2	Total a)	3 274,9

Tableau 13.1 (suite)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

2) Fonds extra-budgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1980-1981	Origine des fonds	Montant révisé
	b) Projets opérationnels	
12 657,0	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	11 257,0
4 065,0	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	1 171,9
1 753,0	FNUAP	5 642,1
166,0	Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	1 249,2
523,0	Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)	361,4
210,0	FAO	-
2 355,0	Sources bilatérales	3 123,5
470,0	Fonds du PNUE	-
22 199,0	Total b)	22 805,1
25 285,2	Total, a) et b)	26 080,0

54 986,5	Total, 1) et 2)	55 727,0

Tableau 13.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1980-1981	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total du montant révisé pour 1980-1981
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Transfert de ressources	Autres changements	Total	
A. Organes directeurs	295,2	9,3	-	-	-	104,0	113,3	408,5
B. Direction exécutive et administration	3 261,4	111,0	-	-	-	205,2	316,2	3 577,6
C. Programmes d'activité :								
1. **Alimentation et agriculture**	967,8	30,7	-	-	-	(106,5)	,8)	892,0
2. **Questions et politiques relatives au développement**	1 407,7	43,1	-	-	-	(5,3)	37,8	1 445,5
3. **Enseignement et formation**	696,3	21,5	-	-	-	21,9	43,4	739,7
4. **Etablissements humains**	331,1	10,0	-	-	-	18,4	28,4	359,5
5. **Développement industriel**	1 560,2	46,9	-	-	-	(5,1)	41,8	1 602,0
6. **Commerce international**	1 618,2	50,8	-	-	-	35,5	86,3	1 704,5
7. **Ressources**	1 354,7	27,2	-	-	-	112,5	139,7	1 494,4
8. **Population**	277,7	8,9	-	-	-	(2,1)	6,8	284,5
Total								

Tableau 13.2 (**suite**)

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1980-1981	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total du montant révisé pour 1980-1981
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Transfert de ressources	Autres changements	Total	
9. Administration et finances publiques	603,1	17,4	-	-	-	106,8	124,2	727,3
10. Science et technique	402,8	11,5	-	-	-	(80,8)	(69,3)	333,5
11. Développement social	1 059,8	32,4	-	-	-	(18,9)	13,5	1 073,3
12. Statistiques	1 432,1	45,1	-	-	-	171,0	216,1	1 648,2
13. Transport, communications et tourisme	1 651,0	51,7	-	-	-	(422,9)	(371,2)	1 279,8
D. Appui aux programmes :								
1. Services de conférence	2 731,6	80,4	-	-	-	(490,0)	(409,6)	2 322,0
2. Gestion des activités de coopération technique	362,2	11,7	-	-	-	(82,8)	(71,1)	291,1
3. Administration et services communs	9 688,4	190,1	-	-	-	(414,9)	(224,8)	9 463,6
Total	29 701,3	799,7	-	-	-	(854,0)	(54,3)	29 647,0

Tableau 13.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles, par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
A. Organes directeurs	47,0	66,3	-	-	-	-	-	113,3
B. Direction exécutive et administration	295,2	21,0	-	-	-	-	-	316,2
C. Programmes d'activité :								
1. Alimentation et agriculture	(75,8)	-	-	-	-	-	-	(75,8)
2. Questions et politiques relatives au développement	37,8	-	-	-	-	-	-	37,8
3. Enseignement et formation	41,0	2,4	-	-	-	-	-	43,4
4. Etablissements humains	28,4	-	-	-	-	-	-	28,4
5. Développement industriel	41,8	-	-	-	-	-	-	41,8
6. Commerce international	86,3	-	-	-	-	-	-	86,3
7. Ressources	137,7	2,0	-	-	-	-	-	139,7
8. Population	6,8	-	-	-	-	-	-	6,8
Total								

Tableau 13.3 (suite)

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles, par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
9. Administration et finances publiques	122,2	2,0	-	-	-	-	-	124,2
10. Science et technique	(69,3)	-	-	-	-	-	-	(69,3)
11. Développement social	13,5	-	-	-	-	-	-	13,5
12. Statistiques	216,1	-	-	-	-	-	-	216,1
13. Transport, communications et tourisme	(325,5)	(38,2)	-	-	-	(7,5)	-	(371,2)
D. Appui aux programmes :								
1. Services de conférence	(409,6)	-	-	-	-	-	-	(409,6)
2. Gestion des activités de coopération technique	(71,1)	-	-	-	-	-	-	(71,1)
3. Administration et services communs	(457,5)	6,0	-	-	226,7	-	-	(224,8)
Total	(335,0)	61,5	-	-	226,7	(7,5)	-	(54,3)

CHAPITRE 13. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

I. Exécution du programme

13.1 La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a signalé qu'elle s'était écartée du programme de travail figurant au chapitre 13 du budget-programme de l'exercice biennal 1980-1981 sur les points indiqués ci-après.

Direction exécutive et administration

13.2 Les activités à entreprendre au titre des éléments de programme 3.2 (Etude des problèmes relatifs à la pollution industrielle) et 3.3 (Formation de responsables) ont dû être différées.

Alimentation et agriculture

13.3 Les activités relatives aux ressources forestières à entreprendre au titre du sous-programme 1 ont été reportées à 1982, faute de fonds extra-budgétaires et à cause de la lenteur avec laquelle les Etats Membres ont répondu. Au titre du sous-programme 4, un projet relatif à l'amélioration des institutions de commercialisation des produits agricoles a dû être reformulé et élargi pour tenir compte du programme d'action de la CEA pour le développement de l'alimentation et de l'agriculture dans le cadre du Plan d'action de Lagos.

Questions et politiques relatives au développement

13.4 Plusieurs produits prévus au titre du sous-programme 1 (Etudes et analyse socio-économiques) et du sous-programme 3 (Problèmes fiscaux, monétaires et financiers à l'échelon national) ont dû être reportés à 1982 en raison des vacances de postes.

Enseignement et formation

13.5 Plusieurs missions consultatives prévues au titre du sous-programme 1 (Enseignement et formation aux fins du développement) ont été ajournées en raison des difficultés que présentait le recrutement d'experts. Les ateliers nationaux relatifs à la planification de la main-d'oeuvre prévus dans le cadre du sous-programme 2 (Planification et politiques de la main-d'oeuvre et de l'emploi) ont dû être remis à plus tard en attendant les résultats de nouvelles consultations avec les gouvernements intéressés.

Etablissements humains

13.6 Deux réunions de groupes d'experts sur les politiques et les programmes en matière d'établissements humains, prévues pour juillet 1980 et juillet 1981 au titre du sous-programme 1 (Choix des politiques et mise en place des institutions) n'ont pas pu avoir lieu faute de ressources extra-budgétaires.

Développement industriel

13.7 Les études mentionnées au titre du sous-programme 1 (Choix des politiques et mise en place des institutions) n'ont pas été entreprises comme prévu mais, dans la plupart des cas, ont été réorganisées ou reformulées en fonction du Plan d'action de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement africains en avril 1980.

Ressources naturelles

13.8 La création d'un groupe consultatif, l'établissement de propositions concernant un code minier type et la convocation d'une réunion d'experts de pays d'Afrique du Centre et d'Afrique de l'Ouest, prévus dans le cadre du sous-programme 1 (Ressources minérales), ont été annulés. Le séminaire sur les politiques, la planification et la gestion dans le domaine des ressources en eau prévu dans le cadre du sous-programme 2 (Ressources en eau) n'a pas pu être préparé. De même, dans le cadre du sous-programme 3 (Energie), les activités prévues au titre de l'élément de programme 3.1 (Planification et mise en valeur optimale des ressources énergétiques de l'Afrique), n'ont pas pu avoir lieu. Dans le cadre du sous-programme 4 (Cartographie et télédétection), la publication d'atlas a été retardée à cause de l'insuffisance des ressources extra-budgétaires.

Population

13.9 La préparation des séminaires sur le rôle de la population dans le développement économique et social, prévue au titre du sous-programme 1 (Aspects pertinents des politiques et des programmes de population dans le cadre du développement économique et social) n'a pas pu avoir lieu comme prévu. Dans le cadre du sous-programme 2 (Dynamique de la population et développement économique et social), une étude des résultats d'une analyse de la fécondité et de la mortalité portant sur la période 1960-1980 a été affectée par les retards intervenus dans le traitement des données.

Science et technique

13.10 Les séminaires de formation envisagés au titre du sous-programme 1 (Elaboration de politiques et renforcement des mécanismes et des capacités dans le domaine de la science et de la technique) n'ont pas pu se tenir en 1981 parce que les deux institutions qui devaient collaborer à cet égard n'avaient pas réuni les moyens nécessaires. Les activités prévues au titre de l'élément de programme 1.4 concernant la mise au point de techniques adaptées aux problèmes et aux besoins des populations rurales en Afrique n'ont pas pu commencer en 1981.

Statistiques

13.11 Dans le cadre du sous-programme 1 (Services nationaux de statistique), la douzième session de la Conférence des statisticiens africains a été supprimée du programme et remplacée par la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, qui a tenu sa première session en 1980, conformément à une résolution de la cinquième Conférence des ministres africains. On a également supprimé du programme un atelier de formation à l'intention du personnel enseignant

et des études statistiques sur : a) la portée et la qualité des statistiques démographiques et sociales; et b) les concepts, les définitions et les classifications dans certains domaines des statistiques démographiques et sociales. Ces produits ont été remplacés par une assistance technique permettant aux pays d'organiser des stages de formation, des réunions biennales de directeurs des centres de formation statistique, créés dans le cadre du programme global de formation de statisticiens pour l'Afrique, et des études statistiques sur : a) les concepts, les définitions et les classifications en matière de migration intérieure; b) les statistiques internationales des migrations en Afrique, et c) les concepts, les définitions et les classifications concernant les localités, urbaines ou rurales, leurs types et leurs dimensions. Les deux premières de ces études ont été achevées et la dernière est en cours d'exécution. Les groupes de travail sur les transports et les statistiques industrielles ont été supprimés faute de fonds. Au titre du sous-programme 2 (Système régional d'information statistique), le séminaire de formation prévu dans le cadre du programme concernant la mise en place de dispositifs nationaux d'enquête sur les ménages africains a été supprimé par la Conférence commune et remplacé par un groupe de travail sur l'organisation, le contenu et la méthodologie des enquêtes sur les ménages, qui s'est tenu en juillet 1981.

Transport, communications et tourisme

13.12 Au titre de l'élément de programme 2.1 (Aviation civile), le rapport sur la coopération et la coordination des activités de fret aérien entre les compagnies nationales de transports aériens n'a pu être entrepris.

13.13 Au titre de l'élément de programme 2.2 (Routes et transports routiers internationaux), les mesures concernant la mise au point de techniques modernes d'administration et de gestion des axes routiers ont été différées jusqu'en 1982.

13.14 En ce qui concerne la Décennie des transports, une réunion consultative technique s'est tenue en juin 1981 à Lomé (Togo) aux fins de trouver les ressources financières nécessaires pour l'exécution des projets destinés aux pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEADO). Trois réunions analogues sont prévues pour 1982 à Ouagadougou (en janvier), Yaoundé (en mars) et Abidjan (en mai). A la date d'établissement du présent rapport, la préparation des réunions de Ouagadougou et de Yaoundé était achevée et celle de la réunion d'Abidjan se poursuivait.

II. Exécution du budget - Montant révisé (Diminution : 54 300 dollars)

13.15 Comme il ressort du tableau 13.1 ci-dessus, la diminution prévue de 54 300 dollars est imputable pour une part à un taux d'inflation plus élevé que prévu (799 700 dollars) et, par ailleurs, à des économies liées à d'autres changements (854 000 dollars).

13.16 L'augmentation imputable à l'inflation correspond pour la majeure partie au fait que le coût des traitements au titre des postes permanents en 1981 a été plus élevé que prévu au moment où avaient été ouverts les crédits révisés pour la catégorie des administrateurs et pour la catégorie des agents locaux (360 200 dollars et 153 600 dollars, respectivement) ainsi qu'à l'augmentation connexe des dépenses communes de personnel (254 000 dollars). Le solde (31 900 dollars) correspond à des hausses de coût au titre d'autres objets de dépense.

13.17 La diminution prévue au titre d'autres changements (854 000 dollars) est entièrement imputable à la persistance, pendant toute la durée de l'exercice biennal, d'un taux élevé de vacances de poste, soit en moyenne 14,7 p. 100 pour les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et 2,7 p. 100 pour les agents locaux, alors que l'abattement pour mouvements de personnel sur la base duquel avaient été calculés les montants révisés était de 8 p. 100 pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur. La diminution imputable aux vacances de poste (1 361 800 dollars) a toutefois été contrebalancée dans une large mesure par les augmentations dont il est fait état aux paragraphes 13.19 à 13.28 ci-dessous. Un taux particulièrement élevé de vacances de poste a été enregistré au titre des programmes "Alimentation et agriculture", "Science et technique", "Transport, communications et tourisme ainsi qu'au titre de tous les éléments d'appui aux programmes.

13.18 On a analysé ci-après, par objet de dépense, les augmentations ou diminutions mentionnées dans les paragraphes qui précèdent.

Traitements et dépenses communes de personnel (Diminution : 335 000 dollars)

13.19 Les économies prévues de 335 000 dollars correspondent à des diminutions au titre des postes permanents (604 300 dollars) et du personnel temporaire pour les réunions (75 800 dollars) qui sont en partie contrebalancées par les augmentations escomptées au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales (88 500 dollars), des consultants (176 100 dollars), des heures supplémentaires (70 000 dollars) et des dépenses communes de personnel (10 500 dollars).

13.20 Comme il est indiqué aux paragraphes 13.16 et 13.17 ci-dessus, la diminution prévue au titre des postes permanents (604 300 dollars) représente l'effet net des économies réalisées du fait de la situation en matière de vacances de poste et de l'augmentation imputable à l'inflation. A cet égard, il convient de noter que pour ce qui est des traitements des administrateurs, en se fondant sur le niveau actuel de sept classes d'indemnité de poste depuis août 1981, la moyenne prévue pour 1981 s'établit à présent à 5 + 3,2 contre 4 + 0,3 comme il avait été tenu compte dans le montant révisé du crédit ouvert. En ce qui concerne les traitements des agents locaux, l'augmentation imputable à l'inflation correspond à l'écart entre la projection la plus récente du traitement annuel moyen durant l'exercice biennal (6 500 dollars) et la moyenne prise en considération dans le montant révisé du crédit ouvert (6 300 dollars).

13.21 La diminution prévue au titre du personnel temporaire pour les réunions (75 800 dollars) est imputable à plusieurs facteurs, dont une forte diminution au titre du programme "Transport, communications et tourisme" (152 800 dollars), et une augmentation substantielle au titre des organes directeurs (47 000 dollars). La diminution qui apparaît au titre du programme "Transport, communications et tourisme" tient au fait que n'ayant pas suffisamment de temps pour la préparation des réunions de Lomé et de Yaoundé mentionnées au paragraphe 13.14 ci-dessus, la CEA a fait appel aux services d'une société de consultants pour la préparation de la documentation et a différé la préparation de la réunion d'Abidjan jusqu'en 1982. Un crédit révisé de 179 100 dollars avait été ouvert au titre du personnel temporaire pour les réunions en prévision de la tenue de quatre réunions consultatives en 1981. Par ailleurs, des dépenses plus élevées que prévu ont été faites au titre des organes directeurs par suite du changement relativement soudain du lieu de réunion de la septième session de la Conférence des ministres, qui a été transférée de Monrovia à Freetown.

13.22 Bien que le déficit prévu au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales (88 500 dollars) apparaisse entièrement sous la rubrique "Administration et services communs", il correspond à des augmentations de dépenses au titre de plusieurs des programmes de la CEA.

13.23 L'augmentation substantielle (176 100 dollars) qui apparaît au titre des services de consultants est imputable en majeure partie à la préparation des réunions consultatives techniques mentionnées au paragraphe 13.21 ci-dessus (156 100 dollars) et, dans une moindre mesure (20 000 dollars), à des dépenses imprévues au titre d'un projet sur le suivi des travaux de recherche et développement intéressant le bétail.

13.24 On prévoit une augmentation de 70 000 dollars au titre des heures supplémentaires malgré les efforts soutenus de la CEA en 1981 pour améliorer les contrôles à ce titre, y compris la création au sein du secrétariat d'un comité ad hoc chargé de surveiller les dépenses.

13.25 On estime que le crédit révisé ouvert au titre des dépenses communes de personnel permettra, à l'exception d'une augmentation prévue de très faible montant (10 500 dollars), de répondre aux besoins de la CEA durant l'exercice biennal.

Frais de voyage (Augmentation : 61 500 dollars)

13.26 Comme il ressort du tableau 13.3, exclusion faite d'augmentations et de diminutions au titre des différents programmes, lesquelles s'équilibrent plus ou moins, le déficit prévu à cette rubrique est entièrement imputable aux augmentations des dépenses concernant les organes directeurs au titre du personnel du secrétariat de la Commission qui a participé à la Conférence des ministres de la CEA à Freetown.

Frais généraux de fonctionnement (Augmentation : 226 700 dollars)

13.27 L'augmentation prévue à cette rubrique est principalement imputable à l'augmentation des dépenses au titre des communications (203 000 dollars). Malgré les mesures administratives prises par la CEA pour maintenir ces dépenses dans les limites des montants autorisés - y compris l'examen deux fois par semaine des dépenses effectuées par chaque Division - le montant révisé du crédit ouvert s'est avéré insuffisant pour assurer le financement du programme de travail de la CEA, en raison du coût élevé des communications en Afrique. Le solde de 23 700 dollars représente l'effet net des augmentations qui apparaissent au titre du loyer et de l'entretien des locaux (25 000 dollars) et des frais d'éclairage, chauffage, énergie et eau (20 000 dollars), et qui sont en partie compensées par les économies prévues au titre de la location et de l'entretien du matériel (21 300 dollars).

Fournitures, accessoires, mobilier et matériel (Diminution : 7 500 dollars)

13.28 La légère diminution prévue à cette rubrique correspond à une réduction des dépenses au titre des fournitures et accessoires liées à la préparation des quatre réunions consultatives techniques dans le cadre de la Décennie des transports qui devaient initialement toutes se tenir en 1981.